



”Dépendance, inégalités, démocratisation. Les Amériques latines au XXe siècle”

Olivier Compagnon

► To cite this version:

Olivier Compagnon. ”Dépendance, inégalités, démocratisation. Les Amériques latines au XXe siècle”. Nicolas Beaupré; Florian Louis (dir.). Histoire mondiale du XXe siècle, Presses Universitaires de France, pp.491-525, 2022. halshs-03777561

HAL Id: halshs-03777561

<https://shs.hal.science/halshs-03777561>

Submitted on 4 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sous la direction de
Nicolas Beaupré
Florian Louis

Histoire mondiale du xx^e siècle



puf

Dépendance, inégalités, démocratisation

Les Amériques latines au xx^e siècle

Est-il encore possible de proposer un récit commun à la vingtaine de pays qui composent ce qu'il est convenu d'appeler, depuis le milieu du xix^e siècle, « l'Amérique latine » ? Rien n'est moins sûr à l'heure où des auteurs aussi divers que l'essayiste français Régis Debray dans *Loués soient nos seigneurs. Une éducation politique* (1996), le théoricien décolonial argentin Walter Mignolo dans *The Idea of Latin America* (2005) ou l'historien *chicano* Mauricio Tenorio Trillo dans *Latin America : The Allure and Power of an Idea* (2017) dénoncent à la fois la fiction – parce que la diversité des espaces et des expériences nationales l'emporte toujours sur l'unité et la communauté de destin – et le fantasme ethnocentrique et raciste – parce que cette Amérique-là n'est en réalité que très minoritairement latine – que recouvre la notion. En d'autres termes, l'Amérique latine n'existerait pas empiriquement et, du fait des impensés que l'expression charrie, serait une catégorie à bannir de l'analyse. À les prendre au mot, écrire l'histoire contemporaine de l'Amérique latine reviendrait donc à juxtaposer des études de cas certes susceptibles de rendre compte au plus près des spécificités du terrain, mais coupables de limiter la réflexion au cadre confiné de l'État-nation. Et au-delà à réduire la pratique des sciences humaines et sociales à une collection de monographies s'interdisant toute montée en généralité.

Non sans tenir compte de ces avertissements, c'est un autre choix qui est défendu dans les pages qui suivent. Parce que l'expérience de la colonisation ibérique a laissé dans toute la région des héritages de temps long, parce que les mécanismes de la dépendance économique ont affecté tous les États à des degrés divers ou encore parce que l'idée d'Amérique latine s'est imposée comme une catégorie des acteurs latino-américains eux-mêmes, il n'y a rien d'illégitime à tenter la synthèse dès lors que l'on s'émancipe de toute approche culturaliste – qui postulerait l'homogénéité

de l'espace considéré – pour privilégier une démarche authentiquement comparatiste, conjuguant l'Amérique latine au pluriel et faisant la part des différences autant que celle des similitudes. « Regrouper arbitrairement le peloton, c'est ne pas tenir compte de la physionomie réelle de la course », prévenait l'historien haïtien Leslie Manigat à l'heure d'aborder une vaste fresque sur le *xx^e* siècle latino-américain, tout en notant qu'il serait inconcevable de ne pas admettre l'importance de cette région dans une histoire mondiale du contemporain, « de ne pas reconnaître sa place et son rôle dans cette marche de l'humanité au cours de notre siècle » (Manigat, 1991).

Cette dernière remarque semble d'autant plus juste au vu des évolutions historiographiques les plus récentes. En effet, le *xx^e* siècle latino-américain a été traditionnellement pensé à l'aune de deux césures, celles de la crise de 1929 et de la révolution cubaine de 1959, tandis que les grands tournants communément admis pour le reste du monde, à savoir les deux guerres mondiales, étaient presque toujours présentés comme n'y ayant eu que des effets secondaires. De là est ressortie, de manière plus ou moins explicite, une vision de l'Amérique latine comme périphérie du monde où le *xx^e* siècle se serait joué à la marge, selon des modalités propres en quelque sorte. Or, une série de travaux autorisent désormais à discuter cette lecture dominante : d'une part en réévaluant l'impact des deux conflits mondiaux sur la région latino-américaine, ce qui permet de resémantiser certaines séquences comme les années 1920 ou les années 1950 ; d'autre part en connectant la contemporanéité latino-américaine à l'histoire mondiale sous l'effet du *transnational* et du *global turn*, ce qui incline par exemple à penser le coup d'État du 11 septembre 1973 comme une rupture dépassant largement le cadre de l'histoire chilienne. Cette périodisation alternative ouvre la voie à une « déprovincialisation » de l'Amérique latine, qui ne fut pas seulement une spectatrice passive des tumultes du *xx^e* siècle mondial.

Cela étant posé, le *xx^e* siècle latino-américain n'est pas exactement le « court *xx^e* siècle » d'Eric Hobsbawm en ce qu'il plonge ses racines en amont de la Grande Guerre, dans le tournant des années 1880 et 1890. D'une part, les abolitions tardives de l'esclavage à Cuba (1886) et au Brésil (1888) sonnent symboliquement le glas d'une ère coloniale qui s'est prolongée bien au-delà du cycle des indépendances (Adelman, 1999). D'autre part, c'est à ce moment précis que culmine la vague migratoire en provenance d'Europe, qui transforme profondément les sociétés urbaines de nombreux pays et correspond aux premières contestations de l'ordre libéral et oligarchique. Surtout, la première conférence panaméricaine de 1889-1890 inaugure une nouvelle phase des relations entre l'Amérique latine et son voisin du Nord, placée sous le signe d'un expansionnisme

états-unien qui ne se dément pas jusqu'à la fin de la guerre froide et constitue la première matrice du *xx^e* siècle latino-américain.

DE LA FIN DES ANNÉES 1880 À LA GRANDE GUERRE : LE MYTHE D'UNE BELLE ÉPOQUE TROPICALE

Bien des voyageurs ayant parcouru l'Amérique latine avant 1914 ont transmis l'image d'un âge d'or où la croissance économique, la modernisation urbaine, les nouvelles formes de mobilité ou l'effervescence intellectuelle pouvaient laisser croire à une « Belle Époque tropicale » (Needle, 1987). Lors de la célébration des centenaires de l'indépendance, qui a lieu en 1910 dans de nombreux pays hispanophones, nombre de gouvernements mirent d'ailleurs en scène une modernité au plus près des canons européens qui participa à cette illusion d'optique. Le faste de ces commémorations ne saurait cependant masquer la réalité de sociétés autoritaires, inégalitaires, où surgissent progressivement de nouvelles voix contestataires. Car à l'image classique du théâtre Amazonas de Manaus, inauguré en 1896 au cœur de la forêt équatoriale, conçu sur le modèle de l'opéra Garnier de Paris et de la Fenice de Venise, fréquenté par des élites urbaines en quête de distinction, fait pendant la misère extrême des *seringueiros* chargés de collecter le caoutchouc des hévéas. À l'inauguration en grande pompe du canal de Panama en août 1914, relayée par la presse du nord au sud de l'Amérique, répondent les corps enfouis à la va-vite des milliers d'ouvriers, souvent venus des îles caribéennes, morts sur le chantier.

L'Europe en héritage

Des économies rentières

La région latino-américaine connaît une phase de prospérité économique durant le dernier tiers du *xix^e* et au début du *xx^e* siècle puisque le taux annuel moyen de croissance du produit intérieur brut passe de 1,37 % entre 1820 et 1870 à 3,48 % entre 1870 et 1913. Témoinnant d'une insertion accélérée dans les flux du capitalisme international, rendue possible par la révolution des navires transatlantiques à vapeur, cette croissance repose avant tout sur les exportations dont le volume annuel augmente en moyenne de 4,5 % par an entre 1890 et 1912. D'une part, des produits comme les nitrates chiliens, l'étain bolivien ou l'argent du

Mexique alimentent les principaux foyers de la révolution industrielle. D'autre part, aux côtés des pratiques vivrières assurant la survie des quelque 63 millions d'habitants que compte la région en 1900, l'agriculture de plantation (café au Brésil, cacao en Équateur, sucre au Pérou, banane en Amérique centrale), la production céréalière à destination de l'étranger (blé et maïs en Argentine) et l'élevage (viande, cuir et laine dans tout le Rio de la Plata) connaissent leur âge d'or et garantissent, aux États comme aux acteurs privés de ces échanges, des revenus importants (Bulmer-Thomas, 2010).

Depuis les indépendances, la Grande-Bretagne est le premier partenaire commercial de l'Amérique latine qui constitue un espace stratégique de son empire informel (Brown, 2008) et d'immenses fortunes britanniques, comme celle du « roi du nitrate » John Thomas North, ont été bâties grâce à l'exploitation des ressources naturelles latino-américaines. Les années 1880 et 1890 se caractérisent cependant par une présence accrue du commerce allemand et, surtout, par l'entrée en jeu rapide des États-Unis au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes. En termes financiers, toutefois, Londres représente encore, à la veille de la Grande Guerre, 48,3 % des investissements étrangers en Amérique latine, devant les États-Unis (22,7 %). Et ce sont des capitaux britanniques qui ont financé la majeure partie des lignes de chemin de fer – ainsi la *Guaira-Caracas Railway* qui relie la capitale vénézuélienne à son avant-port caribéen – mais aussi les télégraphes, les infrastructures portuaires ou les activités extractives.

De ce tableau ressortent deux constats importants. En premier lieu et à la nuance près que Londres s'est substituée à Madrid et Lisbonne, l'Amérique latine demeure alors dans une logique rentière comparable à celle de l'époque coloniale en ce qu'elle continue d'exporter des matières premières non transformées et d'importer des biens de consommation. En marge de la révolution industrielle, à l'exception de quelques noyaux urbains, la région se trouve ainsi dans une situation de grande dépendance vis-à-vis de la demande européenne et, de plus en plus à partir de 1900, états-unienne. Cette vulnérabilité est accentuée par le caractère mono-exportateur de nombreuses économies : vers 1913, le sucre représente 72 % des exportations cubaines, le café 62,3 % des exportations brésiliennes, la banane 50,1 % des exportations honduriennes et les pays dont les deux premiers produits d'exportation pèsent moins de la moitié du total, comme le Mexique ou le Paraguay, se comptent sur les doigts d'une main.

Le moment migratoire

La densité des liens économiques avec le Vieux Continent se double de circulations migratoires spectaculaires durant les quatre décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale. Si l'Amérique latine accueille 26 % de l'émigration internationale totale entre 1824 et 1924, c'est bien entre 1880 et 1914 que ces flux sont les plus importants sous l'effet de la « Grande Dépression » des années 1873-1896, qui frappe rudement les campagnes de l'Europe méridionale et incline les ruraux à tenter l'aventure des pays neufs, et des politiques d'incitation à la migration portées par de nombreux États latino-américains, soucieux à la fois de mettre en valeur leur territoire et de « blanchir » la nation (Mörner, 1992).

Au Brésil, qui reçoit 36 % des flux à destination de l'Amérique latine, 2 742 395 migrants – soit 10,7 % de la population totale du pays à la veille de la Première Guerre mondiale – s'installent entre 1884-1913 et l'année 1891 apparaît comme celle de tous les records avec 215 239 nouveaux entrants enregistrés dans les ports. La chronologie est comparable en Argentine, qui accueille 50 % des migrants européens vers l'Amérique latine et où la moitié des habitants de Buenos Aires sont étrangers en 1914, offrant aux voyageurs l'impression d'une nouvelle Babel, polyglotte et cosmopolite (Bernand, 2001). Cuba, l'Uruguay, le Mexique et le Chili reçoivent également des contingents de migrants alors que l'espace caribéen, l'Amérique centrale et l'arc andin, ainsi que le Paraguay, restent en marge de cette immigration massive. Italiens, Espagnols dans les anciennes possessions coloniales de Madrid et Portugais au Brésil constituent les premières communautés, suivis des Russes, des Français, des Allemands et de petits groupes provenant de tous les pays d'Europe, de l'Empire ottoman et parfois même d'Asie et d'Afrique.

Si une partie de ces migrants reçoivent des terres dans l'intérieur des États et participent aux dynamiques de colonisation agricole, la plupart s'installent en ville et contribuent à l'essor et à la transformation des mondes urbains. Peu qualifiés et souvent analphabètes, ils sont cantonnés à des emplois subalternes, des salpêtriers du désert d'Atacama jusqu'aux docks de Vera Cruz en passant par les usines textiles de São Paulo, et forment les premiers bataillons d'un prolétariat naissant, beaucoup renonçant à l'aventure migratoire après quelques années bien que les conditions de naturalisation soient très favorables. Ceux qui s'installent durablement font figure de passeurs entre Europe et Amérique latine et prennent part, par exemple, à la circulation de l'anarchisme et du marxisme de part et d'autre de l'Atlantique.

À l'aube du xx^e siècle, cette présence étrangère s'impose toutefois comme un sujet de préoccupation parmi les élites. Au Brésil, des personnalités centrales de la vie littéraire comme José Pereira da Graça Aranha ou Sílvio Romero dénoncent, le premier dans son roman *Canaã* (1902) et le second dans un essai intitulé *O allemanismo no sul do Brasil, seus perigos e meios de os conjurar* (1906), le danger que représenteraient pour la cohésion de la nation les 400 000 migrants d'origine germanique installés dans les trois États les plus méridionaux du pays. En Argentine, au Chili ou encore au Mexique, les années 1900 sont également empreintes d'une inquiétude identitaire qui remet en cause le cosmopolitisme des décennies précédentes et jettent les bases de la réaction nationaliste de l'entre-deux-guerres.

Les lumières de la modernité

Enfin, en dehors des anciennes métropoles coloniales auxquelles on tourne le dos au sortir des indépendances, l'Europe est le patron sur lequel la fabrique des jeunes nations a été pensée tout au long du xix^e siècle et dont le culte parmi les élites culmine vers 1900 (Lempérière *et al.*, 1998). Lieu fantasmé de toutes les modernités, la France occupe une place centrale dans cette européolâtrie. Le séjour à Paris, les études en Sorbonne, la référence permanente à 1789, la lecture des poètes parnassiens ou l'appropriation du positivisme d'Auguste Comte font partie des stratégies de distinction des grandes familles, qui se pressent aux représentations de théâtre savant ou assistent avec dévotion aux conférences de Georges Clemenceau lorsque celui-ci visite, en 1909, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine. Toutefois, on aurait tort de réduire ce culte de l'Europe à l'*afrancesamiento* : c'est aussi vers Berlin que voyagent les élites militaires, les juristes, les philosophes ou divers artistes d'Amérique latine en quête de « civilisation ». C'est vers Londres que l'on puise les savoirs de l'économie politique et c'est vers l'Italie que les regards convergent lorsque paraît, en 1909, le *Manifeste du futurisme* de Filippo Marinetti.

Encore minoritaires dans la distribution de la population puisqu'aux taux d'urbanisation exceptionnellement élevés de l'Argentine (31,2 %) et de l'Uruguay (28,7 %) vers 1910 répondent ceux du Brésil (10,7 %), du Mexique (7,6 %) ou du Pérou (5 %), les villes renvoient le puissant reflet de cette proximité culturelle avec l'Europe. Les réformes urbaines de Mexico et de Rio de Janeiro ont été inspirées par le modèle haussmannien, les constructions métalliques de Gustave Eiffel ont essaimé de Santiago du Chili jusqu'à Recife et c'est au paysagiste parisien Charles Thays que Buenos Aires a fait appel pour aménager ses parcs et jardins durant les années 1890. Durant la décennie suivante, les salles de

cinéma se multiplient et attirent un public fasciné par l'invention des frères Lumière, qui ne se réduit pas aux seules élites et se montre avide des productions européennes que l'on projette alors. Au même moment sont créés les premiers clubs de football – ainsi le Club Atlético River Plate à Buenos Aires en 1901 – et, plus généralement, de nouveaux spectacles – revues musicales, opérettes, comédies burlesques – relevant d'une culture de masse naissante et puisant tous leurs origines dans un terreau européen.

Le gros bâton de Washington

La première conférence panaméricaine

Véritables « métropoles de substitution » (Guerra, 1989), Paris, Londres et Berlin n'éclipsent pas pour autant l'ombre de Washington qui commence à peser sur le destin de la région latino-américaine. Dans un article intitulé « Le danger yankee » (*El Pais*, Buenos Aires, 19 octobre 1901), l'intellectuel argentin Manuel Ugarte note ainsi que « ceux qui ont voyagé en Amérique du Nord savent que, à New York, on parle ouvertement d'unifier l'Amérique sous la bannière de Washington ». Bien davantage que l'annexion de près de la moitié du territoire mexicain par les États-Unis par le traité de Guadalupe Hidalgo en 1848, la convocation de la première conférence panaméricaine entre octobre 1889 et avril 1890, à laquelle assistent tous les pays indépendants de la région sauf Haïti et la République dominicaine, marque un tournant dans les relations interaméricaines. Alors que les États-Unis viennent d'achever l'unification de leur territoire, voient leur production d'acier dépasser celle de la Grande-Bretagne et de l'Empire allemand et sont en passe de devenir la première puissance économique mondiale, l'Amérique latine apparaît alors comme l'espace le plus naturel pour conquérir des marchés et avoir accès à de nouvelles ressources.

Néanmoins, la proposition de former une union douanière de l'Alaska jusqu'à la Terre de Feu se heurte aux réticences de nombreux délégués latino-américains, appuyés par la diplomatie britannique inquiète de cette nouvelle concurrence, de même que celle de créer des procédures d'arbitrage obligatoires en cas de conflits entre États alors même que la guerre du Pacifique (1879-1884), à l'issue de laquelle le Chili a gagné d'importants territoires sur le Pérou et privé la Bolivie de son accès à la mer, a attisé des désirs de revanche à Lima et à La Paz. Si la création formelle de l'Union internationale des Républiques américaines – devenue Union panaméricaine en 1910 – fait de 1890 l'année de naissance

officielle du panaméricanisme, la conférence se conclut par un échec pour Washington, comme celle qui est organisée un an plus tard en vue d'une union monétaire des Amériques, ce qui explique le durcissement de la politique hémisphérique des États-Unis durant les trois décennies qui suivent. Le journaliste et militant de l'indépendance cubaine José Martí ne s'y trompe d'ailleurs pas lorsqu'il dénonce dès 1891, dans son fameux essai *Nuestra América*, l'arrogance du secrétaire d'État James G. Blaine et les desseins hégémoniques qui sourdent des pieux discours sur la coopération interaméricaine (Scarfi et Sheinin, 2022).

Le moment cubain

Les années 1890 correspondent à un déploiement rapide de la puissance commerciale et financière de Washington en Amérique centrale et dans les Caraïbes et culminent avec la création, en 1899, de la United Fruit Company qui a tôt fait de prendre le contrôle sur des millions d'hectares de terres fertiles et sur l'acheminement des fruits exotiques vers le marché états-unien. Surtout, dans un écho lointain aux propos de Thomas Jefferson qui considérait Cuba comme « l'addition la plus intéressante qui puisse jamais être faite à notre système d'États », la guerre déclarée à Madrid en 1898, au nom de la liberté et des droits individuels des insurgés cubains, scelle le destin des dernières possessions espagnoles dans le Nouveau Monde. Au traité de Paris du 10 décembre, les États-Unis obtiennent un droit de regard sur les affaires de Cuba et le contrôle de Porto Rico, en plus de Guam et des Philippines dans l'océan Pacifique, s'affirmant ainsi comme une puissance impériale parmi les autres (Smith et Covarrubias, 2021).

Durant les années qui suivent, au prétexte de l'éradication de la fièvre jaune et de la formation des élites cubaines au *self-government*, l'île est occupée militairement et devient une forme de protectorat une fois l'amendement Platt voté par le Congrès (mars 1901) et inclus dans la nouvelle constitution cubaine (mai 1903). L'article III de ce texte réserve à Washington le droit d'intervenir « pour le maintien d'un gouvernement adéquat pour la protection de la vie, de la liberté et de la propriété individuelle » et sert de base juridique aux interventions militaires de 1906, 1912 et 1917, maintenant l'île sous tutelle jusqu'à l'entrée des insurgés de la Sierra Maestra dans La Havane en 1959 et assurant aux États-Unis le contrôle stratégique du golfe du Mexique.

L'épreuve de la force

Un peu plus d'un an après que le Panama a été arraché à la Colombie afin de dénouer les rivalités entourant le percement du canal transocéanique, le président Theodore Roosevelt étend le droit de regard des États-Unis à l'ensemble de l'Amérique latine en proposant, dans un message adressé au Congrès le 6 décembre 1904, une relecture impériale de la vieille doctrine Monroe de 1823. Alors que cette dernière visait d'abord à repousser toute velléité européenne de restauration coloniale dans les Amériques, le président républicain prévient : « Des défaillances répétées et une carence du pouvoir se traduisant par un relâchement général des liens de la société civilisée peuvent, en Amérique comme ailleurs, nécessiter en dernière ressource l'intervention de quelque nation civilisée, et, dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe peut les pousser [...] à exercer, bien qu'à contrecœur, un pouvoir de police internationale ».

Ce « corollaire Roosevelt » à la doctrine Monroe inaugure une séquence d'opérations militaires en Amérique centrale et dans les Caraïbes qui dure jusqu'aux années 1930, les rares pays qui y échappent souffrant des effets de la « diplomatie du dollar » mise en œuvre, de manière complémentaire, par le président William H. Taft à partir de 1909. Haïti est ainsi occupée continuellement entre 1915 et 1934 tandis que le Honduras subit six interventions militaires entre en 1903 et 1925. En l'espace de quelques années, le capitalisme états-unien a soumis son arrière-cour et créé les conditions d'une hégémonie commerciale et financière durable en s'attirant les faveurs d'intérêts privés locaux.

Des sociétés autoritaires et inégalitaires

Un libéralisme excluant

À l'heure où l'emprise états-unienne se met en place, toute l'Amérique latine est devenue républicaine après qu'un coup d'État contre l'empereur brésilien Pedro II, en 1889, a renversé l'Empire issu de la rupture du lien colonial avec Lisbonne et inscrit la devise comtienne « Ordre et Progrès » sur le drapeau *auriverde* (Enders, 2016). Tout au long du XIX^e siècle, cependant, un gouffre sépare les constitutions républicaines rédigées dans le sillage des indépendances, qui mettent en avant le principe de la représentation et garantissent les droits imprescriptibles des individus, et les pratiques politiques, qui reposent sur un droit de vote restreint, le pouvoir

autoritaire d'hommes forts – ayant construit leur prestige sur leurs exploits guerriers ou leur statut de grand propriétaire terrien – et un clientélisme hérité de l'Ancien Régime. Ainsi, si la constitution bolivienne de 1880 définit un gouvernement « de forme démocratique représentative », elle prévoit également qu'il faut savoir lire et écrire, ainsi que posséder un bien immobilier ou un revenu annuel de 200 bolívianos, pour voter, limitant de fait la citoyenneté à une infime partie de la population adulte, assurément inférieure à 5 % durant les années 1890 (Martinez, 2010).

En outre, à la fiction libérale, qui ferait disparaître toute considération de nature raciale sous la figure du citoyen, répondent des politiques publiques visant à l'invisibilisation des populations indiennes et afro-descendantes. Alliée aux représentations du monde social héritées de l'Ancien Régime et au culte de l'Europe comme phare indépassable de la modernité, la circulation du darwinisme et des théories spencériennes a profondément ancré parmi les élites l'idée d'un nécessaire blanchiment de la nation sous peine de ne jamais entrer dans le cercle des pays « civilisés ». Si l'accueil de migrants européens en constitue la modalité la plus pacifique, de nombreuses campagnes de colonisation des territoires nationaux s'accompagnent de massacres des populations indiennes, comme en Patagonie durant les années 1870 ou dans le Chaco argentin au début du xx^e siècle. Ailleurs, les mondes indiens et afro-descendants sont ostracisés, bannis de l'espace public par la loi ou rejetés symboliquement aux marges de la nation (Graham *et al.*, 1990).

Le temps long des inégalités

Si les villes sont des espaces de contraste où coexistent élites fortunées, vêtues à la mode de Paris et pilotant les premières automobiles Ford, et classes laborieuses condamnées à l'insalubrité des *conventillos*, les campagnes n'en sont pas moins l'observatoire privilégié des inégalités à l'heure où 80 % de la population latino-américaine demeure rurale. Dès la première moitié du xvi^e siècle, la colonisation ibérique a stimulé la création d'immenses domaines agricoles et une concentration des terres entre les mains d'un petit nombre de familles d'origine européenne. Après les révolutions d'indépendance, les élites des nouveaux États s'appliquèrent à démanteler les propriétés collectives héritées de la période coloniale (terres indiennes et biens d'Église) au nom du libéralisme et renforcèrent ainsi la logique latifundiaire. Au début du xx^e siècle, la figure du *peón*, paysan sans terre miséreux et soumis à la bonne volonté de son *patrón*, constitue la meilleure incarnation de ces inégalités qui plongent leurs racines dans le temps long de l'histoire coloniale et dont l'absence de tout État social permet la perpétuation.

Seul l'Uruguay fait alors exception au terme des deux mandats présidentiels de José Batlle y Ordóñez (1903-1907 et 1911-1915). Profitant de la prospérité des exportations, celui-ci jette les bases d'un réformisme économique et social unique dans la région (Caetano, 2019) : nationalisation de secteurs économiques stratégiques, reconnaissance du droit de grève, interdiction du travail pour les enfants de moins de 13 ans, esquisse d'un système de protection sociale sont les mesures les plus emblématiques de ce keynésianisme avant la lettre, qui explique largement que l'Uruguay, aujourd'hui encore, soit le moins inégalitaire des pays latino-américains.

Les premiers ébranlements d'un monde

Au tournant des deux siècles surgissent les premières remises en cause du libéralisme oligarchique. D'une part sont créées les premières organisations ouvrières ou formations politiques d'inspiration marxiste, comme le Parti socialiste argentin de Juan B. Justo en 1896. À défaut de disposer d'une base sociologique qui leur permettrait de peser sur la vie politique, celles-ci alimentent la critique de l'ordre établi au travers des nombreuses feuilles qu'elles publient, travaillent à la structuration du mouvement ouvrier et sont à l'origine de mobilisations pionnières, souvent violemment réprimées par les gouvernements comme c'est le cas en décembre 1907 dans le port d'Iquique au nord du Chili. D'autre part, les recompositions sociales liées à l'immigration de masse conduisent en Argentine à la promulgation de la loi Sáenz Peña en 1912, qui ouvre le suffrage à tous les citoyens âgés de plus de 18 ans et constitue un marqueur important dans l'histoire de la démocratisation en Amérique latine. La première élection présidentielle organisée sur la base de cette loi, en 1916, conduit d'ailleurs au pouvoir Hipólito Yrigoyen, membre de la *Unión Cívica Radical* et porteur des aspirations des classes moyennes émergentes (Romero, 2017).

Surtout éclate au Mexique, en 1910, une révolution dont l'écho résonne des années durant dans toute l'Amérique latine et bien au-delà. Des sept années de tourmente politique et militaire depuis l'appel à l'insurrection lancé par Francisco Madero contre Porfirio Díaz en novembre 1910 jusqu'à la promulgation de la constitution de 1917 qui formalise le nouveau régime, quatre grandes lignes se dégagent qui sont autant de défis parcourant tout le xx^e siècle latino-américain (Garcíadiego, 2006). La première est celle de la démocratisation puisque c'est par un mouvement hostile à une réélection du vieux caudillo, au pouvoir depuis 1877, que débute la révolution, l'un des points essentiels de la nouvelle constitution étant de limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un seul mandat.

Mais la révolution mexicaine est aussi un vaste mouvement social qui se traduit en 1917 par toute une série de lois de protection des travailleurs (droit de grève, journée de 8 heures) et par la constitutionnalisation de la possibilité d'une réforme agraire. En troisième lieu et comme dans un écho au texte fondateur de l'anthropologue Manuel Gamio intitulé *Forjando Patria* (1916), la révolution rompt avec le paradigme excluant du blanchiment de la nation que les années du Porfiriato avaient poussé à son paroxysme : la nouvelle constitution reconnaît l'existence des terres communautaires et prévoit même la restitution de celles qui ont été spoliées aux mondes indiens durant le XIX^e siècle. Enfin, ces années offrent un énième observatoire de l'impérialisme états-unien puisque les *marines* occupent le port de Vera Cruz entre avril et novembre 1914, sur ordre de Woodrow Wilson qui refusait de reconnaître le président Victoriano Huerta, mais doit finalement retirer ses troupes alors que la tempête militaire fait rage de l'autre côté de l'Atlantique.

DES ANNÉES 1920 AU MILIEU DES ANNÉES 1940 : LA NATION DANS TOUS SES ÉTATS

Si la fabrique du national est au cœur des préoccupations tout au long du XIX^e siècle, les bilans tirés par les élites politiques et intellectuelles au moment des centenaires des indépendances – à l'instar de l'Argentin Ricardo Rojas dans *La restauración nacionalista* (1909) – résonnent souvent comme des constats d'échec. Nulle part, en effet, un accès gratuit et obligatoire à l'instruction publique ou une conscription permettant de brasser l'ensemble des jeunes hommes n'ont été mis en place, du fait de la faiblesse structurelle des États et de réticences à intégrer au corps de la nation des secteurs de la population sciemment marginalisés, si bien que les constructions nationales paraissent très largement inachevées. De ce point de vue, une nouvelle ère commence durant les années 1920 qui ne correspondent assurément pas au XIX^e siècle finissant que l'historiographie, aveuglée par la crise de 1929, a parfois voulu y voir.

Les nations au miroir de la Grande Guerre

Régénérer la nation

Bien qu'éloignée des champs de bataille, l'Amérique latine subit de plein fouet le choc de la guerre du fait des relations étroites qu'elle

entretient avec les principaux belligérants (Compagnon, 2014 ; Rinke, 2015). La perturbation de la navigation transatlantique et la reconversion des économies européennes afin de répondre aux nécessités du conflit entraînent, dès le début de l'année 1915, une crise marquée par un renchérissement des biens de consommation courante (le prix des textiles augmente de 300 % à Buenos Aires entre 1914 et 1918) et un effondrement du volume des exportations non stratégiques (comme le café brésilien). Au-delà des mouvements sociaux que génère l'inflation, les conséquences économiques du conflit invitent des intellectuels à interroger le modèle exportateur, à appeler de leurs vœux un processus d'industrialisation qui réduirait la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et du cours des matières premières. Ainsi est-ce durant la première moitié des années 1920 qu'un jeune Argentin, Raúl Prebisch, futur président de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), rédige un rapport sur la nécessité de renforcer le rôle de l'État dans l'économie et de lutter contre les entreprises étrangères.

Par ailleurs, le spectacle des nationalismes européens exacerbés, mais aussi de la révolution bolchevique, conduit une génération d'acteurs à faire de la consolidation de la nation leur priorité politique (Funes, 2006). Au Pérou, le *Oncenio* du président Augusto Leguía (1919-1930) voit par exemple Lima raffermir sa présence sur les espaces amazoniens, simples confins de la nation jusque-là, au nom du nécessaire achèvement du territoire. En Argentine où l'expérience de la guerre en tant qu'envoyé spécial du quotidien *La Nación* a mené l'intellectuel Leopoldo Lugones, de sensibilité socialiste à l'aube du siècle, vers un nationalisme radical qui se cristallise durant la seconde moitié des années 1910, le coup d'État militaire du 6 septembre 1930 est porteur d'un projet autoritaire de régénération nationale dont de nombreux zéloteurs, comme Carlos Ibarguren, ont été des observateurs attentifs de la Grande Guerre et s'emploient à redéfinir les contours de la « race argentine » et le régime politique idéal. Sous l'*Estado Novo* de Getúlio Vargas au Brésil (1937-1945), les campagnes de nationalisation visant à éradiquer les « kystes ethniques » constituent d'explicites réminiscences des politiques de contrôle des populations d'origine germanique mises en œuvre après l'entrée en guerre de Rio aux côtés des Alliés, en octobre 1917. Enfin, la guerre du Chaco opposant la Bolivie et le Paraguay entre 1932 et 1935, ainsi que le conflit péruano-équatorien de 1941-1942, peuvent être lus comme les ombres portées de cette crispation nationaliste faisant de l'emprise de l'État sur son territoire une priorité absolue.

La nouvelle emprise économique et culturelle des États-Unis

L'avenir des nations latino-américaines semble d'autant plus en péril au lendemain de la guerre qu'à l'interventionnisme diplomatique et militaire de Washington s'ajoute désormais une tutelle économique. En 1918, les États-Unis absorbent en effet 45,4 % des exportations latino-américaines contre 29,7 % en 1913 et fournissent 41,8 % des importations de la région contre 24,5 % à la veille du conflit. Bien qu'elle décline durant les années 1920 tout en restant supérieure à celle de 1913, cette présence commerciale renforcée se double d'une hégémonie financière que traduisent le triplement des investissements directs états-uniens dans la région entre 1914 et 1929 et la prolifération, dans les capitales latino-américaines, de filiales bancaires dont les maisons mères sont à New York (Bulmer-Thomas, 2010). Ainsi que l'observe le Péruvien Víctor Haya de la Torre au début des années 1920, la guerre n'a non seulement rien changé à la dépendance structurelle des économies latino-américaines, mais a de surcroît redistribué les cartes de telle manière que Washington possède dorénavant de puissantes armes commerciales et financières en sus de la force militaire qui a été régulièrement déployée depuis les années 1890.

Les industries culturelles états-uniennes naissantes ont également profité des difficultés de la circulation transatlantique pour s'implanter très rapidement au sud du Rio Bravò. Le tournant des années 1910 et 1920 correspond en effet à une américanisation culturelle accélérée dont le cinéma est sans doute le meilleur observatoire, mais qui touche aussi la consommation de nombreux produits quotidiens désormais importés du nord de l'Amérique comme l'attestent les encarts publicitaires dans la presse (Rinke, 2004). En 1933, dans le contexte de la crise économique et d'un New Deal qui ne permettent plus une politique extérieure expansionniste, la *Good Neighbour Policy* définie par Franklin D. Roosevelt resémantise profondément les relations interaméricaines en les pacifiant, mais contribue également à forger de nouveaux outils institutionnels – tels que l'Office for Coordination of Commercial and Cultural Relations between the American Republics, créé en août 1940 – favorisant davantage encore la circulation des produits culturels états-uniens vers l'Amérique latine (Cándida Smith, 2017).

Nationalisme culturel et cultures de masse

La guerre contribue enfin à disqualifier le cosmopolitisme culturel du XIX^e siècle. À l'idée initialement dominante selon laquelle la conflagration

européenne signifiait l'affrontement entre l'éternelle civilisation française et la barbarie allemande, s'est en effet substitué le constat d'une faillite du Vieux Continent tout entier. « L'Europe a échoué. Ce n'est plus à elle de guider le monde », note en 1918 le juriste et écrivain argentin Saúl Taborda. La rupture est essentielle dans l'imaginaire intellectuel en ce qu'elle invite à une réflexion renouvelée sur l'identité des jeunes nations nées sur les ruines de la colonisation ibérique. C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire *La raza cósmica* (1925) du Mexicain José Vasconcelos, *Casa-Grande e Senzala* (1933) du Brésilien Gilberto Freyre et tant d'autres ouvrages qui s'attachent, durant l'entre-deux-guerres, à redéfinir ce qui fait l'identité nationale et font désormais l'apologie du métissage. Ces réflexions trouvent également une forte résonance dans le domaine artistique : en février 1922, la Semaine d'Art moderne de São Paulo donne naissance au modernisme brésilien qui revendique un nationalisme culturel susceptible de rendre compte de la *brasilidade* ; au Mexique, Diego Rivera et la génération muraliste inaugurent au même moment un nouvel art de peindre, résolument national, populaire et militant, qui rompt avec la tradition académique, se distingue des avant-gardes européennes et vise à traduire l'essence même du pays.

Dans un contexte de consolidation des cultures de masse – âge d'or de la presse à grand tirage, popularité du cinéma, essor de la radio –, ce nationalisme culturel connaît une forte réfraction et ouvre une étape décisive dans la fabrique des identités nationales. La *samba-exaltação* au Brésil, vantant la beauté et l'unicité du pays sur les ondes radio-phoniques à l'image d'*Aquarela do Brasil* d'Ary Barroso (1939), ou le cinéma indigéniste d'Emilio Fernández au Mexique célébrant la grandeur émancipatrice du processus révolutionnaire, sont autant de médiations du national vers de vastes secteurs des sociétés. En outre, la revendication identitaire dont sont porteuses toutes ces productions crée une altérité culturelle latino-américaine qui en rend possible l'exportation. C'est durant les années 1920 et 1930 que la circulation internationale des cultures latino-américaines – « boom » de la littérature durant les années 1960 et 1970, diffusion des « musiques latines » de la samba jusqu'au reggaeton (Fléchet, 2013) – plonge ses racines.

Une région en crise

Le choc de 1929

En dépit de récessions sectorielles concernant par exemple le caoutchouc brésilien, menacé par l'hévéa asiatique, ou le salpêtre chilien concurrencé

par les nitrates synthétiques allemands, les années 1920 avaient été celles d'une croissance retrouvée des économies exportatrices. Mais la crise mondiale initiée par le krach boursier d'octobre 1929 frappe l'Amérique latine avec brutalité (Drinot et Knight, 2014).

La chute des cours des matières premières agricoles et minières – de 67 % pour le café et de 45 % pour le sucre entre 1929 et 1932 – affecte toute la région, à quelques exceptions près comme le Venezuela pétrolier, tandis que la demande des pays industrialisés diminue soudainement. Il en ressort un effondrement du volume des exportations – de 47,9 % à Cuba et de 71,2 % au Chili entre 1929 et 1938 –, mais aussi de leur valeur acquisitive. Parallèlement, l'assèchement des marchés financiers interrompt les flux d'investissements étrangers et provoque une profonde crise des finances publiques, entraînant une suspension du paiement de la dette et des dévaluations monétaires. Partout, la production s'effondre dans des proportions spectaculaires et induit un chômage de masse, lui-même responsable d'un tarissement de la demande intérieure. Enfin, la baisse du volume des importations de produits de consommation courante occasionne un renchérissement du coût de la vie dont souffrent tous les secteurs de la population.

Des sociétés meurtries

Dans une région où les systèmes de protection sociale demeurent presque inexistantes et où l'intervention de l'État ne participe pas de la culture politique des élites, les conséquences de ce marasme économique sur les populations sont dévastatrices jusqu'à la reprise mondiale à la fin la décennie. Le sous-emploi dans les campagnes contraint de nombreux journaliers à gagner les villes qui, dans un contexte de forte croissance démographique (111 millions d'habitants en 1930), n'ont pas la capacité d'absorber ces flux.

Aussi les années 1930 marquent-elles une étape importante dans la « bidonvillisation » de l'Amérique latine (*villas* en Argentine, *ranchos* au Venezuela, *favelas* au Brésil). Les mondes urbains où des familles entières survivent de la mendicité reflètent alors l'extrême précarité générée par la crise : dans sa livraison du 14 mai 1932, la revue illustrée chilienne *Zig-Zag* évoque ainsi « la tragédie des villes » où « la misère sordide, énorme, monstrueuse » a envahi les rues. La « question sociale », qui avait émergé dans le discours politique et journalistique au tournant des XIX^e et XX^e siècles, devient un enjeu majeur de ces années-là où se multiplient grèves et manifestations contre la vie chère, souvent réprimées dans le sang. Dans de nombreux pays, toutefois, sont mis en place les premiers dispositifs de protection sociale, comme au Venezuela où une

loi de juillet 1936 instaure le droit de grève et la journée de travail de 8 heures.

Les limites du nationalisme économique

Dans le prolongement de la Grande Guerre, la crise des années 1930 permet l'émergence d'un modèle de développement alternatif destiné à limiter la vulnérabilité des économies et reposant sur la substitution progressive des importations par des industries nationales, financées par le revenu des exportations. À rebours de ce qui avait prévalu depuis le XIX^e siècle, l'État devient un acteur économique légitime : dans le Brésil de Getúlio Vargas, un décret du 10 juillet 1934 ouvre la voie à la nationalisation du secteur minier ; quatre ans plus tard, le président mexicain Lázaro Cárdenas nationalise la production pétrolière au grand dam des compagnies britanniques. Parallèlement, des impulsions sont données en vue de l'émergence d'un secteur industriel relevant principalement des biens de consommation courante. En interrompant de nouveau la circulation commerciale transatlantique, la Seconde Guerre mondiale stimule cette dynamique et permet par exemple au Brésil de négocier avec Washington, en échange de l'installation de bases aéronavales dans le Nordeste et d'un accès privilégié à ses ressources minières, une partie du financement du complexe sidérurgique de Volta Redonda, dans l'État de Rio, inauguré en octobre 1946.

Il ne faut cependant pas surestimer la rupture que représente cette stratégie de substitution des importations. Certes, la part du secteur secondaire dans le produit intérieur brut augmente partout dès la seconde moitié des années 1930, passant entre 1929 et 1957 de 22,8 % à 32,4 % en Argentine, de 11,7 % à 23,1 % au Brésil et de 14,2 % à 21,7 % au Mexique. Mais le poids de la tradition rentière et le coût élevé des transferts technologiques sont autant d'obstacles qui limitent durablement l'industrialisation de la région, comme en témoigne l'exemple du Venezuela, deuxième producteur mondial de pétrole à la fin des années 1930 sans pour autant que ne s'y développe une puissante industrie du raffinage.

Le renouvellement des forces politiques

À gauche toute

Si la crise provoque conjoncturellement une phase de grande instabilité politique à laquelle n'échappent que le Mexique, le Costa Rica et la Colombie – on recense huit coups d'État pour les seules années 1930 et

1931 en Argentine, au Brésil, en Équateur, au Guatemala, au Panama, au Pérou, au Salvador et au Venezuela –, elle joue structurellement un rôle important dans le renforcement des mouvements politiques de gauche. Dès 1919, les échos de la III^e Internationale avaient résonné en Amérique latine et donné naissance à des partis communistes dans de nombreux pays sans que ceux-ci ne parviennent à s'imposer dans la vie politique puisque le plus puissant d'entre eux, au Chili, ne comptait que 5 000 membres en 1929. Mais la tempête économique et sociale des années 1930 dote les formations d'inspiration marxiste de nouvelles bases sociologiques et d'une visibilité plus importante. Au Salvador, Agustín Farabundo Martí, militant communiste et anti-impérialiste, est à l'origine en 1932 d'une insurrection de paysans paupérisés qui résistent un temps à l'armée avant que des milliers d'entre eux ne soient massacrés. Au Chili, une éphémère République socialiste est proclamée le 4 juin 1932 qui entend « donner à manger au peuple, donner des vêtements au peuple, donner un logement au peuple », mais elle est renversée par l'armée moins de deux semaines plus tard. Au Brésil, Luís Carlos Prestes, militaire de formation et militant communiste passé par l'Union soviétique, lance un vaste soulèvement contre le gouvernement de Vargas qui lui vaut près de dix ans de prison, mais aussi une immense notoriété.

Ces nouvelles aspirations à la transformation sociale, qui prennent souvent une forme révolutionnaire du fait du cadre démocratique restreint, suscitent l'interdiction de nombreux partis et contribuent à la radicalisation des forces conservatrices dans le contexte idéologique global des années 1930. En 1931, le prêtre argentin Gustavo Franceschi résume efficacement la vision du monde d'une partie des élites latino-américaines de l'époque : « c'est Dieu ou Lénine ». De là découlent notamment le soutien massif que reçoit le soulèvement nationaliste de Franco en Espagne à partir de juillet 1936, mais aussi la tentation fasciste de nombreuses élites convaincues que tous les moyens sont bons pour éteindre « la grande lueur née à l'Est ».

L'expérience du Front populaire chilien

Dans ce contexte, l'expérience d'un gouvernement de Front populaire que vit trois années durant le Chili avec la présidence du radical Pedro Aguirre Cerda, élu en 1938 à la tête d'une vaste coalition des forces de gauche, est atypique et marque d'une pierre blanche l'histoire du réformisme en Amérique latine (Aggio, 1999). D'inspiration keynésienne et souvent comparé au New Deal de Roosevelt, le programme économique et social du gouvernement est marqué par la création de la Corporación de Fomento de la Producción, qui planifie une nouvelle ère de

développement, lance des travaux massifs d'électrification du pays et de modernisation agricole et stimule l'essor du secteur secondaire industriel. En outre, de nombreuses mesures dans le domaine de l'éducation tendent à faire de l'État un agent de promotion sociale et de démocratisation : plus d'un millier de nouvelles écoles et trois mille postes d'enseignants sont ainsi créés en l'espace de quelques mois.

Ces éléments de rupture n'ocultent pas les limites de la présidence Aguirre, qui s'inscrit dans une conjoncture difficile. En 1939, un tremblement de terre ravage la région de Chillán et provoque des milliers de morts : aides d'urgence et frais de reconstruction grèvent alors les budgets. Le gouvernement doit aussi composer avec un Parlement où libéraux et conservateurs étaient restés majoritaires et qui ralentit la mise en œuvre du programme électoral de 1938, par exemple lorsque Salvador Allende, ministre de la Santé et de l'Assistance sociale, voit son projet d'extension de l'assurance-maladie aux familles des travailleurs cotisants rejeté.

Les régimes nationaux-populaires

Enfin, la conjonction du regain nationaliste issu de la Grande Guerre et des effets de la crise des années 1930 est à l'origine d'un nouveau type de régimes – communément qualifiés de « populistes », mais qu'il est préférable de nommer « nationaux-populaires » tant le « populisme » est devenu une catégorie galvaudée et passe-partout – dont la présidence de Lázaro Cárdenas au Mexique entre 1934 et 1940, l'*Estado Novo* de Getúlio Vargas au Brésil (1937-1945) et le gouvernement de Juan Domingo Perón en Argentine entre 1946 et 1955 sont les archétypes. Bien que des distinctions existent entre chacun d'entre eux, ces régimes portent une remise en cause du patron idéologique libéral, une volonté d'intégration des secteurs sociaux qui avaient été traditionnellement exclus du corps de la nation, un nationalisme exacerbé et un antimarxisme plus ou moins virulent. Résistant à toute tentative de classification selon le binôme gauche/droite, ils sont incarnés par un leader charismatique volontiers paternaliste, qui utilise les nouveaux outils de communication de la culture de masse. Politiquement, ils se caractérisent par une tension entre extension du droit de vote et répression de l'opposition. En matière économique, ils privilégient le protectionnisme et un interventionnisme au service de l'industrialisation.

Le cas argentin reflète à merveille la complexité des gouvernements nationaux-populaires. Le général Perón accède en effet au pouvoir à la faveur du coup d'État militaire du 4 juin 1943, qui met un terme à treize années d'un régime ultra-conservateur, d'abord en tant que ministre du Travail et de la Prévision sociale puis, à partir de 1946, comme président

de la République démocratiquement élu. Le leitmotiv de ses discours réside dans la défense des intérêts du peuple et, tout particulièrement, des *descamisados* (travailleurs démunis vêtus de haillons) grâce à une politique résolue de redistribution des richesses. Dans les faits, cela se traduit par une extension notable de la couverture sociale – le nombre d'Argentins bénéficiant d'une protection triple entre 1943 et 1946, puis de nouveau entre 1946 et 1952 – et par des investissements en matière sanitaire et éducative – le taux d'analphabétisme, l'un des plus faibles de la région, passe de 15 % en 1945 à 3,9 % en 1955. Dans le monde ouvrier et parmi les classes moyennes, la popularité de Perón et de son épouse Eva – précocement décédée en juillet 1952 – est d'autant plus immense que l'usage de la propagande est massif (Capelato, 1998). Toutefois, l'horizon possible d'un État-providence résiste face à l'importance des pratiques clientélistes, au travers des liens noués entre le gouvernement et certains syndicats, et au ralentissement de la croissance à l'aube des années 1950 qui ne permet plus une redistribution aussi active et marque un net tournant autoritaire dans la pratique du pouvoir. Produit des grandes transformations politiques et sociales de l'entre-deux-guerres, Perón est finalement destitué en septembre 1955 alors qu'un autre monde, celui de la guerre froide, est déjà en marche.

DE LA FIN DES ANNÉES 1940 AU MILIEU DES ANNÉES 1970 : GUERRE FROIDE, RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

La Seconde Guerre mondiale survient dans un âge d'or des relations interaméricaines qui se traduit lors de la troisième conférence des ministres des Affaires étrangères, réunie à Rio de Janeiro du 15 au 28 janvier 1942. L'affirmation de la solidarité hémisphérique dans le cadre de la *Good Neighbour Policy* incline presque tous les pays à rompre immédiatement avec les puissances de l'Axe, à l'exception du Chili et de l'Argentine qui ne le font qu'en 1943 et 1944, avant que le Brésil ne décide une participation active à l'effort de guerre en mettant à disposition des forces états-uniennes un corps expéditionnaire. Par ailleurs, les années 1942-1945 correspondent à une intense coopération économique puisque les États-Unis puisent largement dans les ressources latino-américaines (zinc et mercure du Mexique, pétrole du Venezuela, cuivre du Chili) pour alimenter leur industrie de guerre tandis qu'ils octroient des aides financières massives au travers du programme *Lend-Lease* de mars 1941 (Compagnon, 2015). Climax du panaméricanisme, la guerre en sonne pourtant aussi le glas dès lors que voient le jour les premières dissensions entre Alliés.

Les espoirs d'un lendemain de guerre

Démocratie et développement

Bien qu'acquise grâce à la contribution de l'Union soviétique stalinienne, la victoire alliée est perçue en Amérique latine comme celle des démocraties libérales et favorise une ouverture politique dans de nombreux pays. Au-delà du cas de l'Argentine de Perón, la Bolivie, le Brésil, le Guatemala, le Pérou et le Venezuela passent d'un régime autoritaire ou semi-autoritaire à la démocratie entre 1944 et 1946. À Caracas où un processus de démocratisation était en cours depuis la mort du dictateur Juan Vicente Gómez en 1935, mais où subsistaient de nombreuses enclaves autoritaires, les années 1945-1948 – connues sous le nom de *Trienio democrático* – voient accéder au pouvoir, à la suite d'un coup d'État militaire, le social-démocrate Rómulo Betancourt qui promulgue une loi de suffrage universel masculin et féminin, esquisse une réforme agraire et lance une renégociation des royalties dues à l'État par les compagnies pétrolières étrangères, avant d'être renversé par une insurrection militaire et que le pays ne resombe dans une décennie d'autoritarisme.

Au Guatemala, la démission du dictateur Jorge Ubico permet la tenue d'élections présidentielles en décembre 1944. Celles-ci portent au pouvoir Juan José Arévalo, philosophe de formation, qui fait adopter un nouveau texte constitutionnel et un code du travail éminemment progressistes, en dépit des multiples tentatives de coup d'État, soutenues par l'oligarchie foncière, qu'il subit jusqu'à la fin de son mandat en 1951. Dans de nombreux pays, le double enjeu de la souveraineté populaire et de la redistribution des richesses semble à l'ordre du jour au sortir de la guerre – même s'il faut attendre 1955 pour que les femmes mexicaines votent pour la première fois à l'échelle fédérale et qu'une loi sur le suffrage féminin soit promulguée au Pérou.

Si l'on admet que la réduction des inégalités est un facteur de consolidation du consensus démocratique, l'enjeu d'un développement économique linéaire, relativement indifférent aux aléas des cours des matières premières et rendant possible une politique pérenne de redistribution, apparaît essentiel durant la seconde moitié des années 1940. Dans le contexte d'une croissance soutenue entre la fin de la guerre et le début des années 1970, qu'il faut cependant nuancer à l'aune de l'explosion démographique (169 millions d'habitants en 1950, 287 millions en 1970, 442 millions en 1990), ces réflexions sont au cœur du travail de la CEPAL, créée en 1948 sous l'égide de l'ONU, qui tente de généraliser la stratégie d'industrialisation par substitution des importations. Ce modèle

développementaliste montre toutefois rapidement son incapacité à rompre avec les logiques rentières et est contesté durant les années 1960, à l'heure où la révolution est à l'ordre du jour, par la théorie de la dépendance (Devés Valdés, 2000 et 2003).

L'entrée dans la guerre froide

Rangés parmi les vainqueurs puisqu'ils avaient tous fini par déclarer la guerre à l'Allemagne bien que Buenos Aires l'ait fait à la dernière minute (27 mars 1945), les pays d'Amérique latine sont considérés comme membres fondateurs des Nations unies même si ceux qui avaient joué franc jeu avec Washington bénéficient de conditions d'insertion internationale plus favorables. Alors que l'expérience de la Société des Nations s'était soldée par d'immenses déceptions pour toutes les chancelleries, le vieux dessein de trouver enfin un siège au « banquet des nations » – pour reprendre l'expression du Mexicain Alfonso Reyes – semble se concrétiser. En témoigne le cas de la Colombie, qui était demeurée en marge du concert des nations européennes au XIX^e siècle et n'était jamais parvenue à faire entendre sa voix dans l'assemblée de Genève, mais qui participe aux conférences de San Francisco et de Bretton Woods, est élue au Conseil de sécurité de l'ONU en 1946 et envoie un bataillon en Corée entre 1951 et 1954. En outre, nombre de délégués latino-américains prennent part à l'élaboration des chartes et traités destinés à fonder un nouvel ordre international, notamment dans le domaine des droits de l'homme où le juriste chilien Hernán Santa Cruz joue un rôle important pour faire reconnaître la notion de droits sociaux, économiques et culturels dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'irruption de la guerre froide en Amérique change toutefois profondément la donne, en mettant un terme soudain à la politique du bon voisinage et en enterrant les espoirs latino-américains d'une insertion internationale à parts égales. Dès février-mars 1945, une conférence interaméricaine exceptionnelle avait été convoquée à Mexico afin de repenser les relations hémisphériques dans le nouveau monde dont était en train d'accoucher la guerre, de nombreux observateurs jugeant alors que le bon voisinage avait fait long feu. En septembre 1947, la conférence de Rio sur la sécurité collective se déroule en présence de Truman et marque une première étape importante, qui conduit à la signature du Traité interaméricain d'assistance réciproque. Si la rhétorique du bon voisinage est toujours présente et l'idée d'une aide réciproque en cas d'agression conforme à l'esprit du panaméricanisme, l'article 6 définit de manière extensive ce que Washington entend par agression en incluant « une agression qui ne soit pas une attaque armée » ou « quelque autre

fait ou situation susceptible de mettre en péril la paix de l'Amérique ». La porte est ouverte au retour des interventions militaires.

Moins d'un an plus tard, la IX^e conférence panaméricaine réunie à Bogota décrète le remplacement de l'Union panaméricaine par l'Organisation des États américains (OEA) dont le siège est à Washington et l'essentiel du financement assuré par les États-Unis. Au-delà de ses missions élémentaires de maintien de la paix dans les Amériques, l'OEA apparaît d'emblée comme un instrument de la politique de *containment* de Truman puisque les délégués présents en Colombie s'engagent tous à lutter contre la pénétration du communisme en Amérique latine (Pettinà, 2018). Le fait que Jorge Eliécer Gaitán, candidat à l'élection présidentielle colombienne, porteur d'un projet d'État social et soupçonné par Washington d'être manipulé par les communistes, soit assassiné à Bogota au moment même de la conférence, constitue une singulière coïncidence portant à croire que tout projet réformiste est condamné à l'échec dès la seconde moitié des années 1940.

Le moment révolutionnaire

L'impossible réformisme

Plus que la révolution cubaine, les années 1950 marquent les prémices de ce moment révolutionnaire. En Bolivie, l'accession au pouvoir du Mouvement nationaliste révolutionnaire de Victor Paz Estenssoro, en 1952, après un soulèvement agrégeant le monde des mines et celui des campagnes métisses ou indiennes, est suivie d'un processus sans précédent de redistribution des terres, de nationalisations et de dispositifs d'inclusion sociale. Au même moment, au Guatemala, le président élu en 1951 à la suite d'Arévalo, Jacobo Árbenz Guzmán, entreprend une ambitieuse réforme agraire qui affecte les intérêts des compagnies fruitières états-uniennes, mais est renversé en juin 1954 par une opération pilotée par la CIA, avec la bénédiction de l'OEA et le silence gêné de la communauté internationale.

Bien que la plupart des pays d'Amérique latine apparaissent comme des archétypes de ce que l'on commence à nommer le « tiers monde » et que la région batte des records en matière de pauvreté et d'inégalités, l'interventionnisme des États-Unis et le conservatisme des oligarchies nationales semblent exclure toute transformation économique et sociale de nature réformiste. Dès lors s'impose naturellement à une partie des gauches latino-américaines l'option de la lutte armée. Ernesto Guevara, présent à La Paz en 1952 et à Guatemala Ciudad en 1954, incarne cette

radicalisation antérieure à 1959, bien que sa rencontre avec les frères Castro en 1955, dans leur exil mexicain, soit également décisive dans la fabrique de son destin révolutionnaire.

La Havane 1959

Dans ce contexte, l'expérience politique qui commence à Cuba le 1^{er} janvier 1959 exerce une puissante séduction dans toute la région latino-américaine pour quatre raisons au moins. D'abord l'exceptionnalité du processus qui conduit Castro au pouvoir, 82 guérilleros débarqués du yacht *Granma* en décembre 1956 parvenant à faire grossir leurs rangs depuis leur base de la Sierra Maestra et venant à bout d'une armée régulière soutenue par Washington jusqu'à la fin ou presque. Ensuite la capacité du nouveau régime à résister aux tentatives de déstabilisation lancées par Washington, qu'il s'agisse de l'embargo décrété dès 1960, qui mène Castro à renoncer à ses rêves initiaux de non-alignement pour se rapprocher de Moscou, ou du débarquement contre-révolutionnaire de la baie des Cochons en avril 1961. En troisième lieu, sa faculté de transformation sociale durant les premières années, depuis la réforme agraire jusqu'à la campagne d'alphabétisation en passant par des politiques publiques résolument progressistes concernant les femmes, l'accès à la santé ou la démocratisation culturelle. Enfin son internationalisme qu'incarnent l'organisation, en janvier 1966, de la conférence tricontinentale et la création, à cette occasion, de l'Organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui diffuse massivement la propagande cubaine sous toutes les latitudes (Rojas, 2005).

La révolution cubaine reçoit alors l'appui d'intellectuels du monde entier qui, trois ans à peine après le XX^e congrès de Parti communiste de l'Union soviétique, y voient une renaissance de l'horizon socialiste sous les tropiques. Il faut attendre la charnière des années 1960 et 1970, avec l'alignement de La Havane sur Moscou après la répression du printemps de Prague puis l'affaire Padilla, pour que cet engouement international s'essouffle.

Partout la révolution

L'onde de choc de la révolution cubaine se répand dans toute la région jusqu'à la fin des années 1970. Des guérillas rurales se constituent en reprenant à leur compte le modèle guévariste du *foco*, à l'instar du Mouvement de la gauche révolutionnaire de Domingo Alberto Rangel au Venezuela (MIR, 1960) ou des Forces armées révolutionnaires de

Colombie (FARC, 1964), suivies durant la seconde moitié de la décennie par des guérillas urbaines comme Tupamaros en Uruguay (1965). Nombre des guérilleros ont été formés militairement à La Havane, qui cherche par tous les moyens à consolider sa révolution pour mieux la préserver des velléités destructrices de Washington.

Le moment 1968 permet de mesurer l'immense impact de la révolution cubaine sur la jeunesse puisque la plupart des étudiants révoltés au Chili (1967), au Brésil et au Mexique (1968) ou en Colombie (1971) revendiquent l'héritage du castrisme et du guévarisme au même titre que les ouvriers du *Cordobazo* argentin (1969). La fièvre révolutionnaire gagne également des milieux traditionnellement peu enclins à la subversion, comme l'Église catholique qui était presque unanimement demeurée dans la posture d'un catholicisme intransigeant jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Du 24 août au 6 septembre 1968, deux ans et demi après la mort du prêtre colombien Camilo Torres dans un maquis, se réunit à Medellín la deuxième conférence générale de l'épiscopat latino-américain, dont les conclusions dénoncent les formes de domination héritées de la période coloniale et la complicité historique de l'Église avec les pouvoirs autoritaires. Trois ans plus tard, ce christianisme de la libération devient théologie avec la publication de *Teología de la liberación. Perspectivas*, du Péruvien Gustavo Gutiérrez. Enfin, la révolution irradie la production artistique dans toutes ses dimensions, depuis le cinéma militant de l'Argentin Fernando Solanas (*La Hora de los Hornos*, 1968) au sein du groupe *Cine Liberación* jusqu'au Théâtre de l'Opprimé du Brésilien Augusto Boal.

Le moment révolutionnaire prend également forme dans plusieurs expériences de gouvernement. La révolution militaire péruvienne de 1968, sous le commandement de Juan Velasco Alvarado, se traduit par une réforme agraire de grande ampleur et une esquisse de politique indienne. En septembre 1970, la victoire de la coalition d'Unité populaire porte le socialiste Salvador Allende au palais de la Moneda et la « voie chilienne vers le socialisme », résolument démocratique, tend à substituer Santiago du Chili à La Havane en tant que capitale mondiale de la transformation économique et sociale (Gaudichaud, 2013). En 1979, le renversement du dernier représentant de la dynastie Somoza par le Front sandiniste de libération nationale et la mise en place d'un gouvernement qui reste au pouvoir jusqu'en 1990 constituent l'une des ultimes répliques d'un moment révolutionnaire que Washington s'est continûment appliqué à endiguer depuis les années 1950 (Wickham-Crowley, 1992).

Contre-révolutions

Une alliance pour quel progrès ?

Si le renversement d'Árbenz en 1954 avait pu laisser croire à Washington que le péril révolutionnaire serait aisément balayé partout où il surgirait, le département d'État prend la mesure de la fièvre qui règne parmi les jeunes d'Amérique latine lors de la tournée latino-américaine de Richard Nixon en 1958, durant laquelle le vice-président manque de se faire lyncher à Caracas. Dans le sillage de la révolution cubaine, moins de deux mois après sa prise de fonction, John F. Kennedy propose alors à l'Amérique une « Alliance pour le progrès » consistant en une aide au développement massive destinée aux gouvernements s'engageant à lutter à la fois contre le communisme et contre la pauvreté.

Le Chili est le pays qui bénéficie le plus de cette initiative états-unienne, surtout après la victoire présidentielle du démocrate-chrétien Eduardo Frei Montalva en 1964, puisque Santiago reçoit plus de 1,5 milliard de dollars de la part de Washington ou des institutions financières multilatérales. Ces efforts sont appuyés par les grandes fondations états-uniennes, comme la Ford ou la Rockefeller, qui investissent dans les domaines universitaires et scientifiques dans le contexte d'une guerre froide culturelle dont Moscou est également un des acteurs (Pedemonte, 2020).

L'heure de la sécurité nationale

L'obsession d'éviter un second Cuba conduit cependant Washington à privilégier la manière forte en appuyant l'organisation de coups d'État militaires, parfois qualifiés de « préventifs », dont une liste exhaustive tournerait à la litanie. Au Brésil en 1964, en Bolivie en 1971, en Uruguay et au Chili en 1973, en Argentine en 1976, la responsabilité des États-Unis est clairement établie et la formule de Nixon souhaitant, dès septembre 1970, faire tomber ce « fils de pute » d'Allende paradigmatique d'une politique délibérée. Toutefois, des matrices internes à la militarisation des sociétés existent également : une partie de la hiérarchie catholique, les forces armées, les grands propriétaires terriens, les élites économiques, ainsi que de larges secteurs de l'opinion, accueillent l'installation de régimes autoritaires et répressifs avec bienveillance et leur accordent parfois un soutien durable, comme en témoigne l'engouement de millions d'Argentins pour le *Mundial* de 1978 alors même que les bourreaux du régime de Jorge Videla torturent à quelques centaines de mètres des stades.

La diffusion de la doctrine de sécurité nationale parmi les élites militaires est un élément décisif pour comprendre la nature de ces régimes. Plongeant ses racines dans des réflexions stratégiques menées aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, mais aussi au sein de l'École supérieure de guerre fondée à Rio de Janeiro en 1949, nourrie des apports de la guerre contre-révolutionnaire théorisée par l'armée française dans le cadre des conflits coloniaux, cette doctrine met l'accent sur l'ennemi intérieur que représente le communisme – ou tout ce qui s'en approche de près ou de loin – et donne la priorité à l'éradication du « cancer marxiste ».

Les années de plomb

De là découle la mise en place d'un véritable terrorisme d'État, peu regardant sur les méthodes utilisées pour parvenir à ses fins purificatrices et faisant l'objet, à partir de 1974, d'une collaboration internationale dans le cadre de l'opération *Condor*. Torture, viols, exécutions sommaires, disparitions : les victimes des années de plomb se comptent par dizaines de milliers, souvent anonymes, parfois célèbres à l'instar du chanteur et guitariste chilien Víctor Jara assassiné quelques jours après le 11 septembre 1973 (Ramírez et Franco, 2021).

Les régimes de sécurité nationale n'ont toutefois pas le monopole de la violence politique durant les années 1960 et 1970. Au Venezuela, les gouvernements sociaux-démocrates de Rómulo Betancourt et de Raúl Leoni, ainsi que celui du démocrate-chrétien Rafael Caldera, mènent une lutte sans merci contre les guérillas en dehors des cadres traditionnels de la justice démocratique. Dans le Mexique du Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 1929, la pratique de la disparition est massive durant les années 1960 et 1970 alors même que le pays accueille de nombreux exilés en provenance du Cône Sud. Rares sont finalement les pays, en cette période, où les normes de la démocratie sont respectées : le Costa Rica, qui a renoncé à entretenir une armée en 1948 et largement investi dans le domaine éducatif et sanitaire, fait partie de ces exceptions et bâtit un État social qui n'a guère d'équivalent qu'en Uruguay.

DU MILIEU DES ANNÉES 1970 AU DÉBUT DES ANNÉES 1990 : MUTATION NÉOLIBÉRALE ET TRANSITIONS À LA DÉMOCRATIE

Césure majeure dans le cours du xx^e siècle chilien, le 11 septembre 1973 est également un événement mondial. Il l'est assurément du fait des

passions politiques qu'avaient engendrées l'Unité populaire et son projet de révolution dans la démocratie auprès de gauches désabusées par les révoltes avortées de 1968 ou l'alignement progressif de La Havane sur Moscou. Mais il l'est surtout parce que Santiago du Chili devient en l'espace de quelques années le terrain d'expérimentation de la mutation néolibérale qui constitue la toile de fond du dernier quart du xx^e siècle en Amérique latine, mais aussi dans la plupart des pays du monde.

Le Chili, berceau du néolibéralisme

Chicago Boys et « modèle chilien »

En confiant la destinée économique du pays à une génération d'intellectuels formés à la *School of Economics* de l'université de Chicago selon les préceptes de Milton Friedman, le général Pinochet offre aux tenants des théories monétaristes un laboratoire grandeur nature au moment précis où les pays industrialisés subissent de plein fouet les conséquences du premier choc pétrolier. Rompant avec la doctrine keynésienne et l'interventionnisme étatique qui dominaient l'économie politique depuis les années 1930, les Chicago Boys réduisent de manière drastique les dépenses publiques, multiplient les privatisations, rétablissent les grands équilibres macro-économiques grâce à une politique déflationniste et permettent ainsi de restaurer le cours de la monnaie et la confiance des investisseurs étrangers.

Tandis que le Premier Monde sombre dans une profonde dépression, le Chili affiche dès la seconde moitié des années 1970 des taux de croissance exceptionnels (9,9 % en 1977, 8,3 % en 1979) et incarne dès lors, aux yeux des institutions financières internationales ou d'élites politiques en mal de solutions concrètes face à la crise, la réponse miracle (Gárate, 2012). De là, ce que l'on nomme alors le « modèle chilien » essaime rapidement en Europe – des années Thatcher en Grande-Bretagne à partir de 1979 au virage de la rigueur des socialistes français en 1983 – et aux États-Unis durant les deux mandats de Ronald Reagan, au point d'être érigé en norme internationale de gouvernance, notamment à destination de l'Amérique latine, au tournant des années 1980 et 1990, dans le cadre du « consensus de Washington ».

Le creusement des inégalités

Dès lors, au terme de la « décennie perdue de la dette » qui a vu la croissance des années d'après-guerre s'essouffler et l'hyperinflation

déstabiliser de nombreux pays, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale conditionnent de manière systématique ses prêts ou les renégociations des intérêts de la dette à la mise en œuvre de ce corpus idéologique. En décembre 1988, le social-démocrate vénézuélien Carlos Andrés Pérez, qui avait promu une politique interventionniste lors de son premier mandat présidentiel entre 1974 et 1979, est réélu pour un second quinquennat et fait le choix d'une politique d'austérité, notamment marquée par un gel des salaires et une diminution des dépenses publiques, assortis d'une série de privatisations. Connues sous le nom de *Caracazo*, des révoltes populaires contre ce virage néolibéral sont réprimées dans le sang en février 1989. Cette même année, l'arrivée de Carlos Menem à la présidence argentine s'accompagne de mesures comparables, qui conduisent aux violentes émeutes de 2001 et dont le réalisateur Fernando Solanas rend compte – trente-six ans après *La Hora de los Hornos* – dans *Memoria del saqueo* en 2004. Pour l'Amérique latine et pour le monde entier, le coup d'État du 11 septembre 1973 a condamné à mort un cycle keynésien vieux d'un demi-siècle, qui avait cherché à promouvoir une certaine idée de l'action économique de l'État et de la démocratie sociale.

Ces politiques d'« ajustement structurel » portent toutefois en elles un coût social très important dont les aspects les plus visibles sont la destruction des services publics, la paupérisation de larges secteurs de la société, l'érosion des classes moyennes et le creusement des inégalités dans la répartition des richesses. En 1990, 48,3 % de la population latino-américaine vit sous le seuil de pauvreté contre 40,5 % dix ans plus tôt. Au Venezuela, la proportion de familles ne disposant pas d'un revenu minimal de subsistance est de 42 % en 1994 contre 22 % en 1981. Et durant toutes les années 1990, l'indice de Gini est en nette augmentation à l'échelle de la région. Aux multiples inégalités héritées de la longue durée que les politiques publiques du xx^e siècle n'ont pas été à même de corriger, la mutation néolibérale a ajouté de nouvelles formes d'exclusion qui font de l'Amérique latine la région la plus inégalitaire du monde.

Les transitions à la démocratie

La démocratisation des années 1980

Un nouveau cycle politique s'ouvre à la charnière des années 1970 et 1980 et signe la restauration progressive de démocraties formelles dans la région. À l'origine de cette rupture se trouvent divers facteurs qui jouent à des degrés variables selon les pays. Au niveau international, la déliquescence du « socialisme réel » durant les années 1980 et l'effacement

des utopies révolutionnaires au profit des droits de l'homme signifient la disparition à brève échéance du communisme, ennemi désigné des régimes de sécurité nationale. À l'échelle des États latino-américains, la menace de déstabilisation révolutionnaire semble avoir été définitivement étouffée grâce à la répression en même temps que les oppositions se sont progressivement reconstituées, que cela ait procédé d'une volonté d'assouplissement émanant du régime lui-même, comme ce fut le cas au Chili dès le début des années 1980, d'une lassitude partagée par de larges secteurs après des décennies d'autoritarisme comme dans le Paraguay d'Alfredo Stroessner, au pouvoir entre 1954 et 1989, ou de l'impéritie du régime, à l'instar de militaires argentins qui plongent leur pays dans la guerre des Malouines en 1982.

Dès cette année-là en Bolivie, en 1983 en Argentine, en 1985 en Uruguay et au Brésil et en 1990 au Chili sont élus démocratiquement des présidents incarnant l'avènement d'un nouvel ordre politique fondé sur le pluralisme, le respect des libertés fondamentales et des élections libres. En décembre 1987, les accords de paix d'Esquipulas réunissent les présidents de la République du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua et jettent les bases d'un règlement progressif des guerres civiles qui ont ravagé l'Amérique centrale durant les années 1980. Seule demeure l'exception autoritaire cubaine, privée de son poumon économique une fois l'Union soviétique disparue, minée par les querelles internes dont témoigne le procès d'Arnaldo Ochoa en 1989, que de nombreux observateurs estiment condamnée à brève échéance. Après trois décennies de violence, le cycle révolution/contre-révolution qui s'était ouvert quelque part entre La Paz, Guatemala Ciudad et La Havane durant les années 1950 semble ainsi se clore et l'Amérique latine retrouver une forme de stabilité. « Fin de l'histoire », pourrait-on conclure avec Francis Fukuyama.

Des démocraties inachevées

Mais il reste à évaluer la nature exacte de ces démocraties restaurées. D'une part, toutes ou presque s'avèrent incapables de prendre en charge les questions de justice et de mémoire qui hantent alors les sociétés brutalisées par les régimes de sécurité nationale. Souvent, les transitions ont été négociées entre civils et militaires et assorties de lois d'amnistie de telle sorte que ces derniers jouissent d'une impunité totale pour les crimes commis durant les années de plomb. Aux familles défilant dans les rues, réclamant que la vérité soit faite sur les cas de disparition ou que les bourreaux soient punis, les nouveaux gouvernements répondent par un silence assourdissant. « Quand la démocratie a ouvert ses cuisses au Chili,

elle a d'abord annoncé le prix et que la monnaie dans laquelle elle se fait payer s'appelle l'oubli », écrit ainsi Luis Sepúlveda dans *Nombre de torero* en 1994, tandis qu'Augusto Pinochet siège sereinement au Parlement de Valparaíso en tant que sénateur à vie, protégé par une loi d'amnistie et les dispositions constitutionnelles qu'il a lui-même adoptées. Ni quelques procès spectaculaires et très médiatisés, organisés au sortir des dictatures comme à Buenos Aires en 1985, ni les commissions de vérité, censées refermer les plaies du passé dans l'urgence de la transition, n'ont en réalité permis de pacifier les sociétés et de créer les conditions d'une réconciliation nationale.

D'autre part, la promulgation de nouvelles constitutions multiculturelles comme au Brésil en 1988 ou en Colombie en 1991, qui répondent à des mobilisations de plus en plus intenses depuis la fin des années 1960 et rompent avec les paradigmes de la démocratie raciale et du métissage qui dominaient depuis l'entre-deux-guerres, ne doit pas faire illusion (Wade, 1997). Concomitante à la précarisation sociale qu'induit le tournant néolibéral, la reconnaissance de droits spécifiques aux communautés indigènes – ainsi en matière linguistique comme dans l'article 10 de la constitution colombienne – ou afro-descendantes ne compense pas les effets de discriminations séculaires qui marquent profondément les sociétés jusqu'à nos jours.

Par ailleurs, les années 1980 sont caractérisées par un essor spectaculaire de l'économie de la drogue, qui donne à voir la faiblesse des États et l'ampleur des pratiques de corruption. La Colombie devient l'épicentre de la production de cocaïne et le cartel de Medellín, désormais mondialement célèbre grâce à la série *Narcos* produite par Netflix, alimente alors plus de 80 % des marchés européens et nord-américains. Les conflits internes entre trafiquants, l'immixtion des dernières guérillas et des groupes paramilitaires dans le trafic, ainsi que la volonté conjointe de l'État colombien et des États-Unis de Reagan d'éradiquer cette économie parallèle, conduisent à l'exacerbation de la violence puisque le nombre d'homicides – presque toujours impunis – triple entre 1980 et 1991.

Enfin, l'essor spectaculaire des églises évangéliques depuis les années 1970 pèse également sur le fonctionnement démocratique des sociétés. Alors que l'Église catholique a progressivement renoncé à son intransigeantisme et reconnu l'autonomie du politique dans son ordre au cours du second xx^e siècle, notamment à la suite du concile Vatican II, elle représente désormais moins de la moitié des affiliations confessionnelles dans des pays comme le Honduras et le Nicaragua. Loin de signifier une sécularisation des sociétés latino-américaines, l'érosion du monopole catholique est proportionnelle à la croissance exponentielle de sociétés pentecôtistes comme l'Assemblée de Dieu ou l'Église universelle du Royaume de Dieu au Brésil. La formation de groupes parlementaires composés de

pasteurs, prompts à défendre la vérité révélée face une approche rationnelle du politique, ainsi que la capacité à capter d'immenses clientèles en contexte électoral, participent à l'émergence de nouveaux messies plus respectueux des messages que leur adresse la Providence que de la souveraineté populaire.

CONCLUSION

Au tournant des années 1980 et 1990, Washington braque résolument les yeux vers le Moyen-Orient avec le déclenchement de la guerre du Golfe et délaisse son arrière-cour latino-américaine, après une dernière intervention au Panama en décembre 1989 pour se débarrasser du général Noriega, ancien allié devenu un pivot du trafic de drogue dans les Amériques. Ainsi se clôt le cycle qu'avaient inauguré la première conférence panaméricaine et la guerre hispano-étatsunienne de 1898 : celui d'un xx^e siècle latino-américain qu'il faut d'abord comprendre comme placé sous le signe des relations avec les États-Unis, après un court xix^e siècle britannique et avant, probablement, un xxi^e siècle chinois si l'on se fie aux positions commerciales, financières et même culturelles qu'occupe Pékin dans la région à l'aube des années 2020. Intimement liée à un modèle de développement rentier, hérité du passé et reposant sur l'exportation de matières premières non transformées, la dépendance est plus que jamais une réalité en dépit des efforts qui ont été déployés, de l'entre-deux-guerres jusqu'au début des années 1970, pour diversifier les fondements de la croissance et s'émanciper des aléas de la demande étrangère. L'actuelle prospérité chilienne s'appuie d'abord sur les exportations minières, comme à la fin du xix^e siècle, et sur la demande de la Chine qui s'est substituée à Washington en tant que premier partenaire commercial de Santiago à l'aube des années 2000.

Comme en 1914 lorsque la navigation transatlantique a pâti de la guerre, comme après 1929 lorsque les cours mondiaux des matières premières dévissèrent brutalement, il existe toujours une vulnérabilité économique dont les conséquences irradient le social et le politique. Durant les années 2000, les gouvernements progressistes qui sont parvenus au pouvoir dans le cadre du « virage à gauche » ont ainsi fait de la lutte contre la pauvreté et les inégalités une priorité et redistribué massivement les dividendes d'une forte croissance liée au boom des *commodities*, obtenant des résultats bien réels qu'attestent les séries statistiques de la CEPAL. Mais la chute du cours des matières premières durant la première moitié des années 2010 a interrompu brutalement ce cycle redistributif

et fragilisé les gouvernements en place. Ainsi le renversement de Dilma Rousseff au Brésil en 2016, au même titre que d'autres reculs démocratiques récents, est-il largement dû au contexte de crise économique qui n'autorisait plus les largesses sociales des années Lula. Pour le dire autrement, le modèle rentier n'est pas capable de financer des politiques pérennes de redistribution qui permettrait de réduire les inégalités et, par là même, de consolider le consensus démocratique. Or l'ère néolibérale globale qui s'est ouverte durant le dernier quart du xx^e siècle, depuis le laboratoire du Chili pinochetiste, favorise plus que jamais ce modèle en réassignant à l'Amérique latine la place qu'elle occupait déjà à la fin du xix^e siècle dans la division internationale du travail.

Olivier COMPAGNON

Orientations bibliographiques

- ADELMAN Jeremy (dir.), *Colonial Legacies : The Problem of Persistence in Latin American History*, Londres, Routledge, 1999.
- AGGIO Alberto, *Frente Popular. Radicalismo e Revolução passiva no Chile*, São Paulo, Fapesp/Annablume Editora, 1999.
- ALTAMIRANO Carlos (dir.), *Historia de los intelectuales en América Latina*, Buenos Aires, Katz, 2 vol., 2008 et 2010.
- BERNARD Carmen, *Buenos Aires 1880-1936. Un mythe des confins*, Paris, Autrement, 2001.
- BETHELL Leslie et ROXBOROUGH Ian (dir.), *Latin America and the Second World War, 1944-1948*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- BRANDS Hal, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.
- BROWN Matthew (dir.), *Informal Empire in Latin America : Culture, Commerce and Capital*, Oxford, Blackwell Publishing, 2008.
- BULMER-THOMAS Victor, *La historia económica de América Latina desde la Independencia*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2^e éd., 2010.
- CAETANO Gerardo, *Historia mínima de Uruguay*, Montevideo, El Colegio de México, 2019.
- CALANDRA Benedetta et FRANCO Marina (dir.), *La guerra fría cultural en América Latina. Desafíos y límites para una nueva mirada de las relaciones interamericanas*, Buenos Aires, Biblos, 2012.
- CÁNDIDA SMITH Richard, *Improvised Continent : Pan-Americanism and Cultural Exchange*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2017.
- CAPELATO Maria Helena R., *Multidões em cena. Propaganda política no varguismo e no peronismo*, Campinas, Papirus, 1998.
- COMPAGNON Olivier, « Latin America », in Jay Winter (dir.), *The Cambridge History of the First World War*, vol. I : *Global War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 533-555.
- COMPAGNON Olivier, « En marge de la guerre ? Les Amériques latines », in Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947. La guerre-monde*, Paris, Gallimard « Folio », vol. 1, 2015, p. 565-598.
- COMPAGNON Olivier et MOINE Caroline, « Pour une histoire globale du 11 septembre 1973 », *Monde(s). Histoire, espaces, relations*, 8, novembre 2015, p. 9-26.

- DABÈNE Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 8^e éd., 2016.
- DEL POZO José, *Historia de América Latina y del Caribe, 1825-2001*, Santiago du Chili, LOM Ediciones, 2002.
- DEVÉS VALDÉS Eduardo, *El pensamiento latinoamericano en el siglo xx*, Buenos Aires, Biblos, 3 vol., 2000, 2003 et 2012.
- DRINOT Paulo et KNIGHT Alan (dir.), *The Great Depression in Latin America*, Durham, Duke University Press, 2014.
- DUMONT Juliette, *Diplomaties culturelles et fabrique des identités. Argentine, Brésil, Chili (1919-1946)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.
- ENDERS Armelle, *Histoire du Brésil*, Paris, Chandeigne, 2016.
- FAVIER Irène, *Le Pérou et ses confins amazoniens. Le cas du Haut Marañon, 1946-2009*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020.
- FERNANDEZ Alexandre, *L'Amérique latine du XIX^e au XXI^e siècle. États et mondialisation*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2019.
- FLÉCHET Anaïs, « Si tu vas à Rio... ». *La musique populaire brésilienne en France au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2013.
- FUNES Patricia, *Salvar la nación. Intelectuales, cultura y política en los años veinte latinoamericanos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006.
- GÁRATE Manuel, *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, Santiago de Chile, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2012.
- GARCADIEGO Javier, *Introducción histórica a la revolución mexicana*, Mexico, Secretaría De Educación Pública, 2006.
- GAUDICHAUD Franck, *Chili 1970-1973 : mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.
- GRAHAM Richard, SKIDMORE Thomas, HELG Aline et KNIGHT Alan (dir.), *The Idea of Race in Latin America, 1870-1940*, Austin, University of Texas Press, 1990.
- GUERRA François-Xavier, « La lumière et ses reflets : Paris et la politique latino-américaine », in André Kaspi et Antoine Marès (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Paris, Imprimerie nationale, 1989, p. 171-182.
- HARMER Tanya et RIQUELME Alfredo (dir.), *Chile y la Guerra Fria Global*, Santiago de Chile, RIL Editores, 2014.
- LEMPÉRIÈRE Annick, LOMNÉ Georges, MARTINEZ Frédéric et ROLLAND Denis (dir.), *L'Amérique latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- MANIGAT Leslie, *L'Amérique latine au XX^e siècle, 1889-1929*, Paris, Seuil « Points », 1991.
- MARTINEZ Françoise, « Régénérer la race ». *Politique éducative en Bolivie (1898-1920)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2010.
- MÖRNER Magnus, *Aventureros y proletarios. Los emigrantes en Hispanoamérica*, Madrid, Mapfre, 1992.
- NEEDLE Jeffrey, *A Tropical Belle Epoque : Elite Culture and Society in Turn-of-the-Century Rio de Janeiro*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- PEDEMONTE Rafael, *Guerra por las ideas en América Latina, 1959-1973. Presencia soviética en Cuba y Chile*, Santiago, Editorial de la Universidad Alberto Hurtado, 2020.
- PETTINÀ Vanni, *Historia mínima de la Guerra Fría en América Latina*, Mexico, El Colegio de México, 2018.
- RAMÍREZ Hernán et FRANCO Marina (dir.), *Ditaduras no como Sul da América Latina. Um balanço historiográfico*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2021.
- RICHARD Nicolas, CAPDEVILA Luc et BOIDIN Capucine (dir.), *Les Guerres du Paraguay aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, CoLibris, 2007.
- RINKE Stefan, *Begegnungen mit dem Yankee. Nordamerikanisierung und soziokultureller Wandel in Chile (1898-1990)*, Cologne, Böhlau, 2004.

- RINKE Stefan, *Im Sog der Katastrophe. Lateinamerika und der Erste Weltkrieg*, Francfort, Campus Verlag, 2015.
- ROJAS Rafael, *Historia mínima de la Revolución cubana*, Mexico, El Colegio de México, 2005.
- ROMERO Luis Alberto, *Breve historia contemporánea de la Argentina, 1916-2016*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2017.
- SCARFI Juan Pablo et SHEININ David (dir.), *The New Pan-Americanism and the Structuring of Inter-American Relations*, Londres, Routledge, 2022.
- SMITH Peter H. et COVARRUBIAS Ana, *Talons of Eagle : Latin America, the United States, and the World*, Oxford, Oxford University Press, 5^e éd., 2021.
- TOTA Antonio Pedro, *O imperialismo sedutor. A americanização do Brasil na época da Segunda Guerra*, São Paulo, Companhia das Letras, 2000.
- WADE Peter, *Race and Ethnicity in Latin America*, Londres, Pluto Press, 1997.
- WICKHAM-CROWLEY Timothy, *Guerrillas and Revolution in Latin America : A Comparative Study of Insurgents and Regimes since 1956*, Princeton, Princeton University Press, 1992.